



JUSTINE AUGIER

PAR UNE ESPÈCE
DE MIRACLE

L'EXIL DE
YASSIN AL-HAJ SALEH

récit

ACTES SUD

DU MÊME AUTEUR

SON ABSENCE, roman, Stock, 2008.

EN RÈGLE AVEC LA NUIT, roman, Stock, 2010.

JÉRUSALEM, portrait, Actes Sud, 2013.

LA VIE ÉTONNANTE D'ELLIS SPENCER, roman, Actes Sud Junior, 2014.

LES IDÉES NOIRES, roman, Actes Sud, 2015.

DE L'ARDEUR, HISTOIRE DE RAZAN ZAITOUNEH, AVOCATE SYRIENNE,
récit, prix Renaudot essai, Actes Sud, 2017.

Illustration de couverture : © Pierre Marquès

© ACTES SUD, 2021
ISBN 978-2-330-14458-6

JUSTINE AUGIER

Par une espèce
de miracle

L'exil de Yassin al-Haj Saleh

récit

ACTES SUD

*Une âme placée au contact de la force n'y
échappe que par une espèce de miracle.*

SIMONE WEIL,
L'Iliade ou le Poème de la force.

Il a quitté la Syrie qu'il s'était toujours acharné à ne pas quitter. La veille du 11 octobre 2013, Yassin al-Haj Saleh a mis son ordinateur dans son sac à dos, deux petits vestiges aux origines imprécises, trouvés au village par son frère Firas, une branche de dattier du jardin de la maison de Raqqa. Il n'a pris aucun papier, aucune photo, aucun autre souvenir, une veste parce que les nuits se faisaient fraîches, et il a quitté sa ville natale pour passer la frontière et entrer en Turquie, pays dans lequel il n'avait jamais mis les pieds.

Il avait passé seize années dans les prisons d'Hafez al-Assad, y était devenu écrivain, n'avait jamais cessé de s'opposer au régime syrien, avait rencontré et épousé Samira Khalil qui avait passé quatre années dans les prisons d'Hafez al-Assad, s'était caché à Damas pendant deux ans après le début de la révolution, avait produit sur ce qu'il advenait en Syrie la pensée la plus vivante et les outils les plus acérés, avait désiré ne plus vivre de façon clandestine et solitaire, désiré se rapprocher de ceux qui inventaient la Syrie nouvelle, s'était installé à Douma au printemps 2013, ville tout juste reprise par l'opposition armée au régime syrien, où tout semblait à

faire. Samira l'avait rejoint. Et puis, en juillet, il avait voulu retrouver les siens à Raqqa, toucher, vivre ce qu'il se passait dans la ville du Nord-Est, à laquelle il nous faut penser en forçant un peu les limites de notre imaginaire, pour la libérer de ceux qui nous en ont révélé le nom en achevant de la conquérir, début 2014. La route était dangereuse et ils avaient décidé, Samira et lui, qu'il partirait seul et qu'elle le rejoindrait dès que la situation s'arrangerait parce que c'était un temps où l'on pensait encore, les derniers mois peut-être où l'on pouvait penser ainsi, que les choses allaient s'arranger. C'est la seule erreur d'analyse qu'il ait commise, quand il avait vu venir tous les dangers, toutes les menaces. Mais, lorsqu'il avait dû le poser sur sa vie, son regard s'était fait moins clair et il n'avait pas compris que tout allait trop vite, que les rapports de force changeaient trop vite, que la réalité était comme accélérée et que, face à un tel phénomène, il n'y avait pas d'autre choix que de suspendre son jugement, ne plus croire à sa lucidité, ne surtout pas prendre de grande décision. Pendant les dix-neuf jours de voyage qu'il avait fallu à Yassin et à un petit groupe d'hommes pour traverser les étendues désertiques et rallier Raqqa, deux de ses frères, les seuls sur ses huit frères et sœur à vivre encore en Syrie, avaient été capturés par l'État islamique qu'on n'appelait pas encore Daech et qui prenait rapidement le contrôle de Raqqa. Le voyage n'avait plus de sens mais rebrousser chemin était devenu impossible.

Il était resté trois mois à Raqqa sans quitter la maison familiale, caché encore une fois tandis que chaque jour Daech gagnait du terrain, et que chaque

jour le régime resserrait l'étreinte autour de Douma, mettait patiemment en place le siège qui allait durer cinq ans, pendant lesquels les habitants de la ville, comme ceux de nombreuses autres villes, allaient se retrouver pris au piège, sans pouvoir fuir ni les bombardements ni la faim. Daech avait relâché son frère Ahmed mais Firas reste absent jusqu'à ce jour, disparu sans avoir laissé de traces. Autour de Yassin à Raqqa, disparitions, assassinats et départs se multipliaient, le vide se propageait, saisissant. Tous lui conseillaient de partir, Samira aussi, avec laquelle il craignait de ne bientôt plus pouvoir communiquer parce que tout venait à manquer à Douma, l'essence aussi, qui permettait de faire fonctionner les générateurs et d'avoir accès à internet. Il avait d'abord refusé de se mettre en route tant que Firas ne serait pas libéré et quand il le dit il a un sourire triste, tape doucement sur la table avec son poing. Et puis il était devenu impossible de ne pas partir.

La veille du départ, il a trouvé et choisi d'emporter cette branche de dattier parce qu'elle portait huit fruits, autant que de frères et sœur sans compter Firas. Depuis longtemps il compte tout, en permanence, avide de trouver des correspondances et du sens dans les chiffres, les années, les dates qu'il n'oublie jamais. Il a fini de préparer son sac à dos et s'est mis alors à écrire un petit texte qu'il publiera sur Facebook à son arrivée, un petit texte qui porte ce titre : *Dire adieu à la Syrie, de façon temporaire*. Avec la femme et le fils de Firas, ils ont ensuite fermé la maison de Raqqa qui disparaîtra dans un bombardement américain quelque temps plus tard, et un ami les a conduits à la frontière, qu'ils ont franchie. Dans ces lignes qu'il a pris le temps

d'écrire dans le calme de la nuit, le calme qui précède ces grands départs et vient après l'agitation des préparatifs, face à ces quelques heures pendant lesquelles il n'y avait plus rien à faire qu'attendre, Yassin al-Haj Saleh avouait redouter l'exil parce qu'il avait peur de se sentir *idiot devant les choses*.

Le calendrier de ces semaines a fini par devenir très dense, les liens s'établissant un peu partout entre des événements morbides et, ce jour du départ, le 11 octobre 2013, le siège de Douma s'est refermé tout à fait. Samira ne pourrait plus quitter la ville où elle allait disparaître, dans la nuit du 9 au 10 décembre 2013, alors que Yassin venait de trouver un appartement à Istanbul.

Un peu moins de cinq ans plus tard, alors qu'il est dorénavant installé à Berlin, Yassin al-Haj Saleh publie un texte, *Habiter le temporaire*, dans lequel il commence par admettre que le temporaire semble sans fin.

Vivre alors dans ce qui vient après l'intensité, après les rêves révolutionnaires, ce qui se crée ensuite, dans ce temporaire étiré, tissé de ressassements et de pressentiments, habité par les fantômes passés et à venir, dans l'attente du retour, l'attente d'un chez-soi. L'attente de savoir enfin ce qui est arrivé à l'être aimé, l'attente de ne surtout jamais savoir. L'attente de trouver les mots pour raconter ce qui ne peut se raconter et l'attente de justice, deux promesses qui me semblent si souvent se confondre, qui doivent bien avoir quelque chose à voir l'une avec l'autre. Dans un temporaire qui s'étire et peu à peu triomphe, pour devenir la vie même. Une nouvelle forme de temps, instable,

dans lequel il faut avancer d'une façon neuve, plus alerte, plus attentive, plus entourée, sans cesser de s'étonner et de s'accepter idiot devant les choses. D'une façon qui élargit les champs, les multiplie sans doute, qui refuse la stabilité comme horizon unique et consent à ce qui ne peut se jouer que dans l'attente et l'attention.

Cela tandis que, là-bas, la destruction est toujours en cours. Les combattants opposés au régime syrien, mêlés aux populations civiles qui n'ont pas voulu ou pas réussi à fuir le pays, ont été patiemment rassemblés dans la région d'Idlib, à mesure que tombaient les enclaves encore détenues par l'opposition. Dans des bus verts et des bus blancs, on a fait monter les enfants les femmes et les hommes qui avaient été assiégés pendant des mois, des années, à Alep, à Deraa, à Douma, et ils ont gagné cette région du Nord, tenue par les islamistes radicaux d'Al-Qaida – parce que cette organisation fait encore le malheur des enfants des femmes et des hommes de là-bas, malgré tout, malgré des années d'une *guerre contre la terreur* qui avait fait de l'organisation un adversaire à éradiquer –, ils ont gagné cette région du Nord, continuent d'y vivre ce long cauchemar, dans lequel les ennemis se sont faits trop nombreux pour qu'ils puissent avoir la moindre chance de l'emporter. L'horreur toujours en cours et à laquelle on s'est persuadé qu'on ne pouvait rien, depuis longtemps déjà. Tandis que j'écris ces lignes ils sont plus de trois millions à vivre sous les bombes qui tombent sur les hôpitaux, les écoles et les marchés, sur tout ce qui, selon une méthode éprouvée depuis 2012 déjà, inventée à Homs et mise en œuvre partout ensuite, d'Alep à Douma, sur tout ce qui pourrait

rendre cette vie un tout petit peu plus supportable. L'horreur qui se double d'une autre, de celle que contiennent les discours de réconciliation qui s'imposent, les discours selon lesquels nous n'aurions pas d'autre choix que celui de renouer le dialogue avec le régime criminel, l'horreur de tous les renoncements contenus là, dans ces mots, après cinq cent mille morts – et le compte s'est arrêté, il y a longtemps déjà, quelque part en 2016 –, cent mille disparus, et la moitié de la population forcée au départ – huit millions à l'intérieur et ceux-là pour la majorité se sont déplacés et installés ailleurs avant d'avoir à se déplacer et s'installer ailleurs une fois encore, et une autre fois après celle-là, réinventant tout chaque fois, cherchant à trouver des ressources épuisées depuis longtemps déjà – huit millions à l'intérieur donc, et près de cinq millions à l'extérieur. La moitié de la population forcée au départ par une violence folle, pratiquée aussi par des groupes islamistes sans merci mais avant tout par ceux qui ont les moyens de la déployer à grande échelle et qui ont prévenu déjà, depuis longtemps : *Assad ou on brûle le pays*. Et tout cela le monde entier le sait parce que, si le régime a tout fait pour que les journalistes internationaux ne mettent plus les pieds dans le pays, des milliers et des milliers de Syriens se sont faits *activistes des médias* ou *journalistes citoyens*, offrant au monde images et récits sur l'horreur en cours. C'est sans doute la grande singularité de cette histoire syrienne, la longueur du conflit, l'abondance de l'information produite et ce renoncement qu'on ne cherche plus à camoufler, l'impunité que l'on accepte en renonçant à tout, la négation des crimes qui renouvelle à l'infini tous les crimes.

L'horreur toujours en cours mais comme étouffée, ignorée parce qu'elle advient dans une situation rendue tellement sombre, à dessein, tellement sombre qu'on n'a plus d'autre choix que de se détourner, de se laisser anesthésier, parce qu'on doit bien pressentir peut-être qu'il faut apprendre à se laisser anesthésier quand on pense à tout ce qui vient, parce qu'on ne peut se raccrocher à rien, à part peut-être, si l'on se concentre pour parvenir à retrouver dans les ruines la force d'inspiration de la révolution, la joie de ceux qui sortaient danser dans la rue et crier, avaient alors l'impression d'entendre leur voix pour la première fois, se découvraient les uns les autres, incroyables, criant ensemble pour la première fois, vivant la même chose, partageant la même chose, sans équivoque possible, le même sentiment exactement, la même puissance exactement, la même idée que tout était possible désormais et que, cette fois, ce *tout est possible* avait changé de camp, ne recouvrait plus toute la cruauté mais tout l'espoir, toute la beauté – et sans doute avait-il fallu qu'ils croient au *tout est possible* de la cruauté pour pouvoir croire à l'autre, auquel il n'est pas donné de croire souvent, auquel il semble devenu si difficile de croire. Maintenant l'impression domine qu'on peine à comprendre, que ça n'est plus possible en fait de comprendre et de donner du sens. Il y a la destruction en cours, les ruines encore bien vivantes, les ruines passées et encore à venir, mais il y a aussi le début et sa puissance, c'est là aussi que tout commence.

Yassin al-Haj Saleh m'a donné rendez-vous chez lui, au Wallotstrasse 19. Il s'est contenté de m'écrire

qu'il vivait là et dînait avec des amis, et je n'ai aucune idée de ce à quoi m'attendre. La dernière fois que je l'ai vu, c'était à Istanbul, alors que je travaillais à mon dernier livre, une tentative de restitution de la vie de Razan Zaitouneh, avocate militante des droits humains, opposante au régime syrien, écrivaine et figure de la révolution.

Il était crucial que je le rencontre parce qu'il restait l'intellectuel ayant produit la pensée la plus clairvoyante sur la révolution syrienne mais, surtout, parce que Yassin était un ami très proche de Razan. Elle et Samira Khalil avaient disparu dans la nuit du 9 au 10 décembre 2013 à Douma, dans la banlieue de Damas où elles pensaient avoir trouvé refuge, avaient été enlevées par Jaish al-Islam, le groupe islamiste au pouvoir dans la zone, en compagnie du mari de Razan, Wael Hamadeh, et de leur ami Nazem Hamadi. J'avais commencé par envoyer à Yassin deux ou trois messages auxquels il n'avait pas répondu avant qu'un ami commun n'insiste auprès de lui pour qu'il me rencontre. Il vivait en Turquie, j'habitais Beyrouth et j'hésitais à entreprendre le voyage. Quand un ami proche m'a annoncé qu'il se fiançait à Istanbul, je me suis décidée.

Ma première vision de Yassin à Istanbul est celle qui m'est restée quand je pensais à lui, jusqu'à Berlin. Elle s'était probablement chargée aussi des toutes premières images vues dans le film qu'Ali al-Atassi lui avait consacré, *Notre terrible pays*, dans lequel on suivait Yassin de Douma à Raqqa et de Raqqa à Istanbul, dans lequel j'avais découvert l'existence de Razan, qui y faisait une apparition furtive devenue pour moi inoubliable.

J'étais arrivée devant chez lui alors qu'il remontait la rue bordée d'échoppes, en short et en tee-shirt, un petit sac en plastique bleu au poignet, dans une chaleur proche de celle qui l'accable dans le film, défait son visage rond, en tire les traits juvéniles, quand il traverse les grandes étendues désertiques syriennes sans se plaindre, entre Douma et Raqqa. Trois ans plus tard, nous nous retrouvions à Istanbul.

Il a sorti l'ail du sac en plastique bleu et préparé des pâtes, avant de passer l'après-midi à répondre à mes questions. Je me souviens qu'il avait dit à propos de Razan, qui n'était d'aucun parti et s'était formée seule, qu'elle était comme *sortie de nulle part*. Ce sont des mots qui m'ont touchée et pourraient convenir à Yassin tant il fait partie de ces gens qui ne sont d'aucun milieu, préfèrent habiter la marge, rester *entre* plusieurs mondes. Les intellectuels lui font valoir son absence de formation académique parce qu'il s'est formé seul et en lisant quand il était en prison, lui reprochent aussi d'être trop politique quand les politiques lui reprochent son statut d'écrivain. Quant au parti communiste où il a longtemps milité, il s'en est affranchi en prison et en 2011 il confie dans un entretien : *Je suis resté à gauche, et ne suis pas près de renoncer à ce que la gauche recèle de critique et de protestation envers les détenteurs de richesse et de pouvoir. Mais j'ai développé une aversion tenace pour toute idéologie fermée, toute tendance à la certitude, pour l'opportunisme des dogmatiques et leur profonde immoralité.*

Il y a eu ensuite une autre rencontre, quelques mois plus tard, une soirée très joyeuse dans un petit restaurant turc auquel on accédait en descendant quelques marches. On s'est attablés près

d'un mur en pierre, on a bu beaucoup de raki et Yassin m'a parlé de celle qu'il appelle *Razoun*, de la révolution, de Samira, et souvent au cours de la soirée il a pleuré, des larmes mêlées de façon inextricable à tout exercice de remémoration, peut-être même à toute pratique de la parole. Je n'ai pas cherché à arrêter ces larmes, n'ai pas essayé de le consoler autrement qu'en laissant la soirée avancer, en remplissant nos verres et en relançant la conversation. Des larmes malgré lesquelles je percevais une certaine joie, celle d'être ensemble et de pouvoir faire ce récit, encore et encore.

Ce soir-là, Yassin m'a expliqué qu'il ne s'installerait jamais en Europe, que sa place était là, dans un pays dont les conditions de vie se rapprochaient de celle du pays qu'il s'était acharné à ne pas quitter, qu'il avait été contraint de laisser derrière lui par un ennemi dont il n'avait pas mesuré la montée en puissance. Sa place était là, au plus près de la frontière et de la Syrie, de Samira et de Firas.

Après avoir passé quinze ans à l'étranger dont huit au Moyen-Orient, je suis rentrée en France, à Paris où j'ai grandi. Mon compagnon travaille aux Nations unies et depuis des années nous choisissons ensemble les lieux où nous vivons mais il a accepté un poste au Yémen, où je ne pouvais vivre avec nos enfants. J'ai donc décidé de rentrer à Paris, avec l'intuition que notre histoire était en train de m'échapper, de prendre l'eau. Ce retour n'allait pas de soi après avoir vécu loin si longtemps, et je prenais la mesure de mon peu d'ancrage dans la ville.

J'ai repris des travaux de réécriture pour la collection historique de la maison d'édition Harlequin,

me suis plongée dans ces histoires d'amour façonnées à l'identique, mimant les détours et les surprises pour ne conduire toujours qu'au même point, aux retrouvailles, à la réconciliation et au bonheur. Pour une raison qui m'échappe, à ce moment-là, les romans étaient tous peuplés d'histoires écossaises et de Vikings, et cela me convenait assez bien car je cherchais à me détourner de mon dernier livre, duquel j'étais sortie éreintée, sans avoir la possibilité de m'en plaindre parce qu'il y aurait eu là une indécence à laquelle je devais me soustraire, à laquelle Razan et tous les autres m'empêchaient de céder. Souvent, Razan répétait à ses amis que la fatigue *n'était pas une option* et j'ai trouvé dans deux de ses textes ces mots : *On continue*, qui arrivaient toujours après les récits du pire. La seconde fois, elle les écrivait alors qu'avaient eu lieu les attaques chimiques sur Douma, alors qu'elle avait reçu un message de menace et que tout présageait le pire. *On continue* se chargeait d'une force singulière, devenait programmatiques.

Un jour, j'ai pris un café avec une amie de longue date, peu de temps après la sortie du livre sur Razan que je lui avais offert. Elle a attendu la fin de notre rencontre pour m'en parler et s'est alors mise en colère, me reprochant de ne laisser au creux du livre aucun espoir, aucune lumière, aucune voie pour que le lecteur puisse répondre aux questions qui se posaient une fois l'indignation partagée. Elle m'en voulait terriblement, de lui avoir raconté ce qu'il se passait en Syrie, l'histoire de Razan Zaitouneh, et de la laisser impuissante. J'ai gardé le silence. Des bribes de pensées me parvenaient mais je restais incapable d'en faire des phrases, me disais

que le geste littéraire lui-même devait valoir comme lumière, que j'avais essayé de communiquer quelque chose de la force d'inspiration de la révolution, de Razan, de l'ardeur, que ça devait valoir aussi, mais je ne parvenais pas à articuler quoi que ce soit de cohérent car au fond je savais qu'elle avait raison, que sa lecture était une lecture possible. Je le savais parce que pendant les années consacrées à ce livre, j'avais éprouvé ce désespoir dans lequel elle me reprochait de l'avoir plongée.

La première fois que j'avais rencontré Ali al-Atassi, à Beyrouth, je lui avais parlé de mon envie d'écrire l'histoire de Razan Zaitouneh et il s'était montré sévère, me demandant pourquoi une Occidentale viendrait se saisir de cette histoire qui n'était pas la sienne. Deux ans plus tard, à Paris, il m'a dit que je devais continuer à écrire sur la Syrie, que cette histoire était dorénavant l'affaire du monde et que je n'aurais plus à me justifier. On avait commencé à mettre en relation, en perspective, à comparer *la Syrie* à d'autres lieux, d'autres époques, d'autres histoires de destruction. C'était devenu notre affaire à tous parce que le monde était présent en Syrie et que la Syrie était présente dans le monde, que l'histoire de ce pays en avait clairement débordé les frontières, quand des milliers de citoyens de plus de cent pays différents étaient allés y combattre, qu'ils y avaient trouvé la mort, laissant des femmes et des enfants dans les limbes, dont les gouvernements occidentaux ne savaient que faire et choisissaient d'ignorer l'existence pour tenter de les faire disparaître, quand l'entreprise française Lafarge avait continué de prospérer dans le Nord syrien en se compromettant avec l'État islamique, quand nos dirigeants avaient

envoyé leurs avions pour bombarder l'État islamique, quand le prix du Parlement européen avait été décerné à Razan Zaitouneh, quand les images de César, ce photographe officiel du régime auquel ses supérieurs avaient demandé d'immortaliser les corps produits par le système carcéral syrien, quand ces images avaient franchi les frontières grâce à un homme ayant pris tous les risques, qu'elles étaient devenues visibles partout dans le monde, offrant à chacun la possibilité de regarder ces dizaines de milliers de corps suppliciés, quand des millions de Syriens avaient commencé à quitter la Syrie qui avait fini, comme l'écrit Yassin, par ne plus avoir *ni intérieur ni extérieur*, quand des enfants femmes et hommes syriens avaient commencé à se noyer en Méditerranée, quand des enfants femmes et hommes syriens avaient commencé à s'installer en Europe, quand les tribunaux français, suédois et allemand avaient accepté des plaintes pour crimes contre l'humanité à l'encontre de dirigeants syriens, au nom de la compétence universelle, parce que leurs crimes devaient bien regarder le monde.

Le monde était partout présent dans cette histoire syrienne, curieusement absent aussi, se dérochant à ses responsabilités et, peu de temps avant cette rencontre avec Ali qui me rappelait aux miennes, j'avais reçu une invitation pour un colloque dont le titre était : *Syrie : à quoi bon encore le monde ?*

Malgré mes efforts, je ne pouvais me détourner tout à fait de ce qu'il s'était passé et continuait de se passer en *Syrie* parce que ce nom, ce lieu, ces événements en étaient venus, sans que je comprenne tout à fait pourquoi, à pouvoir tout faire résonner, à incarner pour moi toutes les faces de l'époque et

du monde dans lesquels j'avance. Mais j'étais de retour en France et c'est dans les échos de l'histoire européenne, dans les redites, que je me suis plongée. J'ai commencé à lire ou relire ceux que la violence de l'entre-deux-guerres avait poussés à l'exil, que la violence avait défaits, Weil, Benjamin, Arendt, Canetti, Adorno et d'autres. En pensant à eux, que le révolutionnaire Victor Serge, lui-même contraint de s'embarquer sur un bateau en partance pour le Mexique en 1941, appelait les *intelligences vaincues*. Dans un court poème écrit par Brecht pour son ami Benjamin, le penseur juif allemand qui, en possession d'un mystérieux manuscrit jamais retrouvé, se donna la mort dans la petite ville espagnole de Portbou en 1940 parce qu'on s'apprêtait à le renvoyer en France, j'ai trouvé ces vers : *L'ennemi qui t'a fait quitter tous tes papiers / Par des gens comme nous ne se laisse pas fatiguer. Des gens comme nous, dans lesquels j'ai envie de voir celles et ceux qui décident d'embrasser la complexité du monde, d'y trouver une place juste, parviennent malgré tout à conserver une forme de foi en la puissance de leurs mots, de leurs gestes, et presque toujours perdent la partie.*

J'ai lu aussi ces auteurs qui ont tenté de penser comment après la destruction de la Seconde Guerre mondiale on pouvait encore raconter, encore avoir recours à la langue, encore aimer le monde, et comment on pouvait espérer *faire justice*.

Quand les crimes se sont multipliés en Syrie, le système juridique international créé dans le grand souffle de l'après-Seconde Guerre mondiale s'était épuisé, grippé, était devenu impossible à mettre en branle quand un membre permanent seulement du

Conseil de sécurité s'y opposait. Le statut de Rome créant la Cour pénale internationale avait été signé par trop peu de pays, *désigné* même par les États-Unis et le symbole était lourd parce que ce pays avait été moteur dans la construction du système, l'avait nourrie par une foi incarnée dans ces mots prononcés par le procureur général Jackson à Nuremberg : *Les crimes que nous cherchons à condamner et à punir ont été si bien prémédités, si néfastes et si dévastateurs que la civilisation ne peut tolérer qu'on les ignore, car elle ne pourrait survivre à leur répétition.*

Mais des plaintes contre certains criminels syriens ont pu être déposées en passant par les législations nationales, en faisant appel à ce principe encore en vigueur malgré les entraves posées dans de nombreux pays d'Europe, ce principe de *compétence universelle*, qui repose sur l'idée que certains crimes touchent à la dignité de l'être humain et concernent l'humanité entière. Ce sont des femmes et des hommes engagés, syriens et européens, qui portent ces affaires en Europe, travaillent pour des associations, et dont c'est la vie de chercher des moyens de poursuivre ceux qui ont commis les pires crimes quand les États ont renoncé, que le politique a failli. Ils identifient les brèches dans lesquelles s'engouffrer, tentent de repenser le système pour faire évoluer la loi et la façon dont il est possible d'en jouer, trouvent des moyens d'action, joignent leurs efforts à ceux de quelques magistrats décidés à mettre leurs ressources au service de ces combats, se montrent incroyablement ingénieux, usent de leur imagination pour contourner, entrer, forcer, car il n'est pas question d'abdiquer. Ils y passent un temps fou, tard le soir et les weekends, se connaissent tous parce

qu'ils ne sont qu'une poignée, ne renoncent pas et se satisfont de peu, transforment en victoires historiques le dépôt d'une plainte, l'ouverture d'une instruction, l'émission d'un mandat international. Et leur acharnement se déploie, sans que personne n'y prête vraiment attention, et je me demande quelle force il pourrait finir par prendre, si l'histoire de ce déploiement se mettait à compter.

L'Allemagne est le pays européen qui a le moins restreint cette compétence et, comme elle accueille plus de huit cent mille Syriens, des plaintes importantes y ont été déposées et acceptées par le procureur général du pays. En France, quand il s'agit de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou de génocide, il faut pour qu'une plainte soit acceptée que le suspect réside en France, pour éviter d'avoir à coincer des hommes et des femmes d'État entre deux avions, pour éviter d'avoir à se retrouver face à ce genre de complications diplomatiques. Mais il existe aussi la possibilité de ne pas avoir recours à la compétence universelle et de s'appuyer sur des cas impliquant un citoyen français. La première plainte déposée en France l'a été pour la disparition forcée d'un père et son fils, Mazen et Patrick Dabbagh, deux Franco-Syriens. Ils ont disparu tous les deux en 2013, ont été envoyés sur la base militaire de Mezzeh, contrôlée par les renseignements de l'armée de l'air, réputés pour leur cruauté. Ils n'ont jamais été revus et, en juillet 2018, des certificats de décès ont été envoyés à leur famille, les informant que Patrick était mort en janvier 2014 et puis son père, en novembre 2017. Trois mandats d'arrêt internationaux ont déjà été émis dans le cadre de l'enquête, contre Ali Mamlouk, chef

du bureau de la sécurité nationale et conseiller du président, Jamil Hassan, directeur du service des renseignements de l'armée de l'air, et Abdel Salam Faraj Mahmoud, chef du service de cette branche des renseignements pour Damas, qui supervisait les interrogatoires. Le travail de documentation mené par les activistes syriens a été crucial pour établir les responsabilités, remonter les chaînes de commandement, depuis l'enfer de Mezzeh jusqu'aux plus hauts niveaux de l'État.

C'est à Mezzeh qu'avait été torturé à mort le jeune Hamza al-Khatib qui venait de Deraa, là où tout avait commencé quand, en mars 2011, après les soulèvements tunisien, égyptien et libyen, des enfants avaient joyeusement écrit sur un mur ce message destiné au président Bachar al-Assad, ancien ophtalmologue : *Ton tour arrive, docteur !* Ils avaient été emmenés et, lorsque leurs pères étaient allés demander leur libération chez l'homme fort de la province, celui-ci leur avait adressé deux phrases avec lesquelles ils avaient quitté le bureau avant de les laisser se propager, les laisser se charger de toutes les autres humiliations et aviver partout le sentiment de révolte : *Allez voir vos femmes et faites-leur d'autres enfants. Si vous n'y arrivez pas, on vous aidera.*

Les manifestations avaient commencé, et puis leur répression, et puis les funérailles et de nouvelles manifestations auxquelles se joignait toujours plus de monde, des manifestations toujours plus entraînantes, plus irrépressibles. Et alors Hamza al-Khatib, treize ans, avait été arrêté, accusé d'être un terroriste et d'avoir violé des femmes de soldats. Il avait été emmené à Mezzeh où il avait été torturé à mort, son corps rendu à sa famille, visage noir

d'ecchymoses, brûlures aux pieds, coudes, genoux et visage, poitrine percée de deux impacts de balle, cou brisé, ongles bleus, sexe tranché.

Ces procédures judiciaires se multipliaient sans que l'on sache si elles donneraient lieu à des procès car personne ne souhaitait de simulacres, de procès par contumace, de procès *in absentia*, et que jamais la Syrie n'extraderait les inculpés. Pendant des mois, je me suis penchée sur ces procédures âpres et ces procès apparemment impossibles, lisant Kafka, et Arendt encore, me plongeant dans les images des procès de Nuremberg et d'Eichmann, lançant des conversations avec des juristes et des plaignants, cherchant à trouver la réponse à la colère de mon amie, à pouvoir lui dire enfin : *La voilà ta lumière, la réparation est en cours.*

Juste avant de partir à Berlin pour rencontrer des Allemands et des Syriens impliqués dans les plaintes déposées, je suis tombée sur un article de Mazen Darwish, avocat syrien dont le travail a été essentiel dans l'élaboration des plaintes déposées en Europe, ami de Razan Zaitouneh, exilé en Allemagne puis en France après avoir passé trois ans dans les prisons de Bachar al-Assad. Dans ce texte, je lisais pour la première fois que Razan était probablement encore vivante en 2017.

Cet article a rouvert quelque chose parce que je m'étais convaincue que la détention n'avait pas duré, pour limiter sa souffrance dans le temps, mais comment peut-on penser une chose pareille ? C'est à ces pensées, qui ne viennent jamais sans honte et forment un piège, que vous condamnent ces disparitions, *ce crime permanent*, écrit Yassin, *qui se*

renouvelle chaque jour. Il me fallait rouvrir, prendre à nouveau la mesure de la violence mais renouer aussi avec l'espoir, auquel j'avais renoncé après la reprise de Douma par le régime, en avril 2018. Les jours précédant la chute de la ville avaient fini par prendre une épaisseur difficile à soutenir. La ville tombait et on allait peut-être enfin savoir. L'attente. Et l'inquiétude immense, pour ceux qui y étaient encore, les échanges sur Messenger qu'on ne savait plus comment clore, avec quels mots, *Prends soin de toi. À très vite. Tiens-moi au courant.* Autant de formules qui reprenaient chacune leur sens, dont les mots se mettaient à saillir de façon singulière. Et puis les jours sans nouvelles, imaginer les uns et les autres monter dans les bus, se mettre en route pour la province d'Idlib, imaginer les hommes de Bachar al-Assad reprendre le contrôle des prisons et penser que, peut-être, dans un renversement odieux et pourtant désirable, ils découvriraient dans une cellule Razan, Samira, Wael et Nazem, *les Quatre de Douma*, et en deviendraient les libérateurs. Pendant quelques jours, en avril 2018, nous étions de nouveau perméables à l'espoir. Et puis il n'y avait eu que du silence. Les hommes du régime étaient entrés, les opposants étaient montés dans les bus, et les Quatre n'étaient nulle part.

En parcourant la Wallotstrasse à la recherche du numéro 19, au mois d'octobre 2018, je découvre un quartier tranquille et cossu, une petite rue qui serpente comme dans un dessin d'enfant, bordée de grandes demeures, de jardins aux arbres pas tout à fait dénudés et de larges trottoirs rouges. Le bus 57 y passe en ne faisant presque aucun bruit. Toute la

journée j'ai parcouru la ville (que je connais mal encore, dans laquelle j'évalue mal les distances, immenses, me laisse tromper quand je regarde le plan le matin et décide de marcher d'un point à un autre), et je suis venue à pied depuis le musée de la Résistance allemande, situé dans un quartier nouveau et calme. Entre le Tiergarten et le Landwehrkanal se trouve, parallèle à la Hiroshimastrasse, la rue Stauffenberg, qui porte le nom de celui qui a conduit le groupe d'officiers ayant tenté d'assassiner Hitler en juillet 1944. Ces officiers qui ont agi si tard et échoué. Dont il faut malgré tout reconnaître le courage. En entrant dans l'ancienne caserne, je suis tombée sur une cour grise et pavée, quelques arbres fins et la statue esseulée d'un homme nu. Rien de plus et c'est ce que je n'ai pu m'empêcher de penser, *Que ça*, un lieu si sobre qu'il semblait s'excuser d'exister. Les salles du musée sont à cette image, les informations précises, la muséographie discrète, très peu de visiteurs, un calme complet, comme si l'on était sorti un peu du tumulte des signes et des vestiges de la ville, de l'histoire bruyante. Ici on ne parle que de ceux qui ont été défaits, d'Orchestre rouge, d'Elser, de Sophie et Hans Scholl qui a écrit sur le mur de sa cellule, à vingt-cinq ans et avant de se rendre à un procès dont l'issue ne faisait aucun doute : *Braver toutes les forces contraires*. On est de ce côté de l'histoire mais ici à Berlin, il faut parler d'eux à voix basse.

En août 2015, Merkel a décidé de ne pas fermer les frontières allemandes aux centaines de milliers de réfugiés qui arrivaient en Europe. Elle n'a pas décidé de les ouvrir mais de ne pas les fermer, et

de ne plus appliquer le protocole de Dublin, selon lequel les gouvernements sont autorisés à renvoyer les réfugiés arrivant sur leur sol dans le premier pays européen où ils ont laissé leurs empreintes. On prévoyait que près d'un million de personnes arriveraient dans le pays en 2015. Le 31 août, elle a prononcé cette phrase qu'elle répéterait encore et encore dans les jours à venir, comme pour s'en convaincre, comme si elle peinait elle-même à y croire : *Wir schaffen das. Nous y arriverons.*

Pour certains, elle a pris cette décision suite à la publication d'un rapport dénonçant le déficit démographique allemand et le manque de main-d'œuvre. D'autres pensent encore qu'elle ne pouvait se permettre que soient prises sur le territoire allemand des photos de camps, de barbelés et de familles qu'on contraint à prendre la route et, rétrospectivement, on se dit que c'était déjà pas mal, de chercher à éviter ces images. Je choisis de voir à l'œuvre, dans ce geste et dans ces mots, malgré mes désaccords politiques certains avec Merkel, une éthique singulière et une conscience historique profonde. Du courage. Et en fait peu m'importe de faire erreur, peu m'importe que les raisons soient plus diluées, mêlées, je choisis de retenir la force d'inspiration de ce geste, sans doute le dernier geste politique puissant à avoir été accompli en Europe, les derniers mots chargés d'une force capable de déclencher un nombre infini d'autres gestes dénués de peur et remplis de curiosité, un nombre infini de gestes d'hospitalité, de gestes dans lesquels résonne toute une histoire européenne, une histoire qui n'est supportable que lorsque nous faisons vivre les valeurs élevées en remparts contre ses redites tragiques. Ce qui

ne cesse de m'étonner, c'est que ce geste ait si vite été dépouillé de son sens et que l'on n'y revienne pas, encore et encore, comme à un repère essentiel. Il faut admettre le succès de ceux qui ont œuvré pour faire passer ce geste du côté sombre de l'histoire tandis que, partout dans le monde occidental, la perception de celles et ceux qui fuient la violence a profondément changé, qu'ils ne sont plus perçus comme de courageux dissidents mais comme formant une multitude indifférenciée et dangereuse. Merkel elle-même a fini par renier la formule, tenté de la désamorcer et de lui arracher son caractère historique, en affirmant en 2016 que ces mots n'avaient *presque pas de sens*.

Un mois avant de décider de ne pas fermer les frontières, Merkel avait assisté à une rencontre sur le *vivre ensemble* organisée dans le Nord de l'Allemagne, à Rostock, où avaient eu lieu de très violentes émeutes racistes en 1992. Pendant plusieurs jours, une petite barre d'immeubles, la Sonnenblumenhaus, la résidence des Tournesols où vivaient surtout des Vietnamiens, avait été attaquée par des jeunes gens d'extrême droite. L'attaque avait duré plusieurs heures pendant lesquelles des centaines de gens s'étaient rassemblés autour de l'immeuble, l'avaient regardé s'embraser peu à peu dans la nuit, avaient applaudi les plus violents quand ils jetaient leurs cocktails Molotov et que de nouveaux départs de feu se déclaraient. Les plus violents qui, se faisant plus impatients et intrépides au fil des heures, s'étaient mis à escalader la façade de l'immeuble, à en briser les fenêtres, à pénétrer ces lieux habités par des familles qui avaient fui déjà et devaient fuir encore, à y pénétrer, casser les meubles à l'aide de

grands bâtons, jeter des plantes vertes par les fenêtres avant de mettre le feu aux rideaux et de se tourner vers la foule assemblée : applaudissements, chants, saluts nazis. Après ces attaques suivies d'autres, l'Allemagne avait durci les conditions d'obtention du droit d'asile et Enzo Traverso, dans *La Pensée dispersée*, raconte comment un journal avait alors publié en une des photos d'exilés allemands des années 1930, rappelant que l'Allemagne avait *contracté une dette morale et politique avec l'histoire, avec son passé et ses victimes*, et que cette loi en faisait *une débitrice insolvable*.

En juillet 2015, la rencontre sur le *vivre ensemble* était l'un de ces moments à la mise en scène si impeccable qu'on pense que rien ne pourra être dit au-delà de ce que raconte la mise en scène, que tout est condamné à rester en dessous. Merkel avait échangé avec une jeune fille qui lui expliquait qu'elle était palestinienne du Liban, que sa famille et elle attendaient leur expulsion, que c'était difficile parce que, contrairement à ses amis qui vivaient leur vie sans y penser, la sienne était *suspendue*. Tout ce qu'elle aurait souhaité, c'était pouvoir continuer à étudier en Allemagne. Merkel avait alors tenu un discours que je condamne politiquement mais dont je respecte la franchise, elle n'avait pas dit : *Tu es visiblement une étudiante brillante*, autrement dit le type de réfugiée dont l'Allemagne a besoin, *je vais m'occuper de ton cas*. Non, elle lui avait dit que l'Allemagne ne pouvait accueillir tout le monde, qu'il y avait des règles, que la politique était dure parfois parce qu'elle voyait bien que la jeune fille était fort sympathique et intelligente mais que, si l'Allemagne accueillait *tout le monde*, on ne pourrait pas

y arriver – ce verbe *schaffen*, déjà. Pendant que Merkel parlait, la jeune fille s'était mise à pleurer et alors Merkel avait hésité un instant, avec ce langage du corps qui m'est devenu familier, la maladresse de ce corps dans laquelle je vois la possibilité que se joue encore quelque chose de vrai. Elle avait fini par s'approcher d'une façon désormais résolue, et poser je crois sa main sur l'épaule de la lycéenne. La chancelière lui avait dit alors qu'elle avait très bien expliqué la difficulté de sa situation qui était aussi la situation de milliers d'autres personnes, qu'elle pouvait être fière d'avoir si bien parlé en leur nom à tous. C'était là, pensait-elle, des mots de réconfort. Elle avait dit d'ailleurs, qu'elle cherchait à *consoler* la jeune fille, qui semblait accepter les mots de la chancelière, faisait le geste en tout cas de sécher ses larmes et l'effort de sourire. J'ai entendu certains dire que cette scène avait été fondatrice, qu'il s'était joué là quelque chose de profond pour Merkel, dans ce désir de consolation.

Quand j'arrive au 19 de la Wallotstrasse, je découvre la plaque *Wissenschaftskolleg zu Berlin* sur la grille élégante qui protège l'une des plus grandes demeures de la rue. Trois niveaux, larges fenêtres à petits carreaux, bow-windows, stucs, balcons, étang en contrebas. Je monte les quelques marches du perron et suis saisie par une étrange impression de remise en jeu. Je n'avais pas encore songé à ma piètre allure car je retrouvais Yassin avec qui je me sens en sécurité, partageant avec lui une amitié certaine et éprouvant à ses côtés un sentiment de familiarité, qui puise à la conscience d'une cause commune. Je me présente à l'entrée, Yassin a prévenu de mon

arrivée, il assiste à une réception dans une maison voisine avec les autres résidents, ils ne vont pas tarder mais je peux entrer. Je parcours lentement, comme une intruse, la succession de petits salons, à la lutte contre mon envie de partir en courant.

Yassin entre le premier et, lui qui est toujours à l'heure, s'en veut de m'avoir fait attendre quelques minutes. Dans les mois qui suivront, j'observerai ce phénomène chez lui, de légère inquiétude quand il doit retrouver quelqu'un, ce souci que la rencontre se passe bien, qui se traduit d'abord par une grande importance accordée au fait d'être ponctuel. Avant un rendez-vous, il refait plusieurs fois le calcul du temps qu'il lui faudra pour se rendre où on l'attend, garde toujours une idée de l'heure, même quand il semble parti loin dans ses souvenirs ou ses réflexions.

Il porte une chemise claire, un pull col en V bleu marine et un pantalon foncé. Yassin au Wiko, cette résidence qui accueille des chercheurs et quelques artistes du monde entier, du monde occidental surtout. Il s'excuse encore pour ces quelques minutes de retard, passe les secondes qui suivent à s'assurer de mon bien-être comme il le fait toujours quand il retrouve quelqu'un, capable d'une immense attention, d'une grande politesse. Il m'entoure sans me toucher tout en me demandant si tout va bien, ma vie, mon travail, mes enfants, me guidant vers la salle à manger dans laquelle j'ignore alors que nous allons nous retrouver souvent.

Il me dit qu'il y a deux chercheuses françaises et propose de me les présenter, pour que je me sente à *la maison*. Il est difficile de lui expliquer, ayant toujours été une exilée volontaire, à quel point mon

rapport à la France est fait de distance, d'incompréhension et de désir de fuite. À quel point j'ai fini par me sentir davantage à *la maison* en sa compagnie, qu'en compagnie de deux chercheuses françaises que je ne connais pas.

Tous les jeudis, les résidents de cette institution se retrouvent à dix-huit heures pour dîner. Yassin est toujours heureux de s'attabler, mange et boit avec appétit. Il aime la nourriture très relevée et essaie souvent d'emmener ses amis dans un petit restaurant chinois qui propose une soupe à partager terriblement épicée et, quand il regarde ses amis la goûter, son visage rayonne.

Ce soir-là, à notre table, il y a un chercheur canado-congolais qui travaille sur le roman africain contemporain et la démocratie, un Danois spécialiste de biologie évolutive, une historienne de l'art bulgare et la rectrice de l'institut, une historienne allemande qui vient de publier une biographie de Marie-Thérèse d'Autriche.

Yassin a décidé de présenter sa candidature au Wiko l'année précédente alors qu'il visitait Berlin pour la première fois, invité à plusieurs conférences dont l'une avait lieu à Leipzig où il se souvient que Mathias Enard, venu recevoir un prix, a parlé de l'enlèvement d'Europe à Tyr, ville du Sud-Liban actuel, présentant l'héroïne mythologique comme une *immigrée*, ce qui avait réjoui Yassin. Depuis que je l'avais vu à Istanbul, la situation politique avait changé. En mars 2016, la Turquie avait scellé un accord avec l'Union européenne pour ne plus laisser passer les réfugiés qui tentaient de rejoindre l'Europe, et les déplacements étaient devenus difficiles pour les Syriens, à l'intérieur du pays et entre le pays